



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole relatif au secteur du MIN sur la commune de Montpellier - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entraînant de nouvelles compétences notamment en matière d'urbanisme. La Métropole détient à ce titre la compétence en matière d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal. Par conséquent, elle est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération du 2 mars 2006, la commune de Montpellier a instauré le droit de préemption urbain sur les zones U et AU inscrites au Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 2 mars 2006.

L'article L.211-4 du Code de l'urbanisme prévoit que le droit de préemption classique ne s'applique pas à l'aliénation de lots de copropriété à usage d'habitation ou professionnel, dans les immeubles soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans, ainsi qu'à l'aliénation des immeubles bâtis achevés depuis moins de 10 ans et aux cessions de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires.

Or, cet article dispose également que *« Toutefois, par délibération motivée, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit »*. Il est donc possible de mettre en place un droit de préemption renforcé par délibération motivée portant sur les droits précités.

La Ville de Montpellier a engagé la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes rebaptisée « La Restanque ». Une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été créée par délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2009 prévoyant la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié et regroupant des bureaux, commerces, activités et des équipements publics.

Les parcelles cadastrées OL n° 29, 30, 32, 34 et 73, OO n° 12, 13, 14, 17, 18, 19 et 214 situées sur la commune de Montpellier sont comprises dans le périmètre de cette ZAC de « La Restanque » et jouxtent le Marché d'Intérêt National (MIN).

Du fait de son affectation, de sa situation géographique et du statut juridique des biens immobiliers qu'il comporte, il apparaît opportun de pouvoir maîtriser l'évolution de ce secteur au regard des objectifs communaux. Par conséquent, il convient d'instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur les parcelles de ce secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, conformément à l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme, l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le secteur Restanque, à l'ouest du Marché d'Intérêt National, en zone 2U-6 du PLU de la commune de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47794-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- INSTAURATION DPU RENFORCE MIN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.